

Pour ces deux élus, Berne doit mieux faire pour réinsérer les gens sur le marché du travail

ÉCONOMIE 4.0 Les conseillers nationaux Samuel Bendahan (PS/VD) et Mathias Reynard (PS/VS) estiment qu'il est urgent d'investir dans la formation et d'adapter l'assurance chômage.

LISE BAILLAT
lise.bailat@lematindimanche.ch

Et pour la caissière de ce grand magasin qui a été remplacée par un robot, on fait quoi? C'est l'une des questions qui taraudent les conseillers nationaux Samuel Bendahan et Mathias Reynard. Touchés par différents témoignages dénonçant la dureté et parfois l'inadéquation du système suisse de réinsertion professionnelle, les deux socialistes s'allient et déposent un bouquet d'interventions au parlement fédéral. Ils viennent interroger la logique du système.

Leur constat? Le Vaudois et le Valaisan estiment que les buts actuels de l'assurance chômage sont axés sur le court terme, donc peu adaptés aux reconversions pourtant indispensables à l'heure de l'économie numérique. «Notre loi est basée sur le paradigme d'une réinsertion la plus rapide possible, affirme Samuel Bendahan. Elle est très procédurière et bureaucratique mais n'offre guère de flexibilité aux ORP. En somme, on traite les gens comme des gamins en leur disant de chercher un emploi et d'accepter plus ou moins n'importe quoi», claque le Lausannois.

Deuxième constat fait par les deux jeunes socialistes: les personnes les plus fragiles professionnellement sont aussi celles qui ont le moins accès aux formations continues durant leur carrière. Les dernières statistiques publiées par l'Office fédéral compétent en août le montrent: 62% des 15-75 ans en Suisse ont certes suivi une formation continue en 2016. Mais il s'agit avant tout de salariés déjà bien formés. Parmi les gens qui auraient souhaité suivre une telle formation et n'ont pas pu le faire,



Samuel Bendahan: «On traite les gens comme des gamins en leur disant de chercher un emploi et d'accepter n'importe quoi.» Laurent Crottet

on trouve en tête de liste les personnes sans emploi, les immigrés, les handicapés et les personnes sans formation postobligatoire. Mathias Reynard le déplore: «C'est l'inverse que ce qu'on peut espérer de la formation continue, qui devrait contribuer à donner à chacun sa chance.»

De l'argent plutôt que des bla-bla

D'où le plan d'action élaboré par les deux conseillers nationaux. Ils demandent une grande offensive en matière de formation continue, notamment par rapport aux technologies numériques dont l'évolution bouleverse le marché du travail. «La stratégie digitale du Conseil fédéral ne devrait pas se résumer à de beaux discours ou à des aides aux start-up ou aux hautes éco-



Mathias Reynard: «La stratégie digitale du Conseil fédéral ne devrait pas se résumer à de beaux discours ou à des aides aux start-up.» Keystone/Alessandro Della Valle

les. Elle doit profiter à tout le monde», affirme Mathias Reynard.

Pourtant, dans certaines entreprises, ça bouge. Le syndicaliste cite en exemple ce que font certaines branches, comme celle des machines Swissmem. La nouvelle CCT prévoit ainsi un modèle de requalification pour adultes. «Cette démarche répond à deux problèmes auxquels nous faisons face dans notre branche. D'une part, on assiste à une mutation de la palette des qualifications vers des métiers plus proches de la digitalisation. D'autre part, nous allons vers une pénurie de main-d'œuvre dans nos secteurs industriels. Pour éviter de laisser des gens au bord de la route, mais aussi pour avoir suffisamment de force de travail demain, il faut agir aujourd'hui», est persuadé



«Il est vrai que pousser simplement les gens au chômage à faire un certain nombre d'entrevues, quitte à aller d'échec en échec, n'est pas très positif»

Philippe Miauton, secrétaire général de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie

François Gabella, le vice-président de Swissmem. Pour les entreprises qui ne feraient pas leur devoir, le duo Bendahan-Reynard veut sortir le carton jaune. Ils proposent de les pénaliser financièrement en leur demandant de participer au financement de la reconversion des employés qu'elles licencièrent après avoir négligé leur formation.

Mais ce n'est pas tout. La Confédération doit aussi mettre les bouchées doubles, affirme Mathias Reynard. L'an dernier, le ministre PLR de l'Économie Johann Schneider-Ammann disait sa volonté d'obtenir une rallonge de 150 millions de francs au Conseil fédéral, notamment pour la formation continue dans le domaine digital. Mais à l'arrivée, le Bernois n'a eu que des miettes. Interrogé par nos soins, son département indique qu'il n'y a pas un seul budget lié à la formation aux nouvelles technologies. Il note ainsi que 25,7 millions sont prévus sur 4 ans dans un programme et 13 millions sur 3 ans dans un autre plan pour promouvoir avant tout les compétences de base. «C'est bien mais cela ne suffit toujours pas, dénonce Mathias Reynard. Et même faibles, les moyens promis sont encore victimes de coupes budgétaires.»

Favoriser les reconversions

La deuxième partie de l'offensive des deux élus socialistes vise à améliorer la qualité de la réinsertion professionnelle couverte par l'assurance chômage. Samuel Bendahan s'inspire notamment du Danemark pour plaider un changement de paradigme. «Je propose la mise en place d'une stratégie plus proche du terrain, qui mise sur les valeurs et les compétences de gens, avec le but non pas de les réinsérer le plus vite possible, mais de leur faire retrouver un emploi dans lequel ils vont rester.» Autrement dit, la caissière remplacée par un robot, plutôt que d'être contrainte de chercher un nouvel emploi de caissière dès son arrivée au chômage, se verrait d'abord proposer un bilan de compétences et un plan d'action permettant de la réorienter vers un nouveau travail.

Avec un taux de chômage national de 2,4%, la réinsertion professionnelle est-elle vraiment à révolutionner? À Berne, la motion du socialiste a en tout cas trouvé l'appui d'un collègue de droite: Olivier Feller (PLR/VD). Et dans le canton de Vaud, la Chambre du commerce et de l'industrie (CVCI) la considère aussi d'un bon œil. «Cette proposition paraît frappée au coin du bon sens. Il est vrai que pousser simplement les gens au chômage à faire un certain nombre d'entrevues, quitte à aller d'échec en échec, n'est pas très positif. Il y a une réflexion de fond à mener sur le système, notamment sous l'angle des bilans de compétences», affirme son secrétaire général Philippe Miauton.

Publicité



Fielmann à la recherche de la relève.

Démarrez dès maintenant votre carrière avec une formation d'opticien chez Fielmann. Pour de bonnes raisons: Ces 20 dernières années, Fielmann a formé plus de 500 jeunes en Suisse. À l'heure actuelle, le plus grand employeur qui est aussi la plus grande entreprise de formation de l'optique Suisse accueille plus de 170 apprentis.

L'offre de formation de Fielmann est établie suivant des standards très stricts et débouche sur un métier varié, une rémunération supérieure à la moyenne, un AG gratuit, des perspectives extraordinaires à l'échelle nationale et internationale ainsi que des primes pour des prestations exceptionnelles. Vous recevrez plus d'informations au numéro **061 2259480**

www.fielmann.com

fielmann